

Les minorités au Proche-Orient, un enjeu d'avenir,

mardi 17 novembre 2015, par [Sébastien de Courtois](#)

Contexte : L'historien, journaliste et producteur de l'émission « *Chrétiens d'Orient* » sur France Culture, Sébastien de Courtois est correspondant de presse spécialisé sur la Turquie, le Proche-Orient et les minorités chrétiennes. Il vient de publier aux éditions Stock un essai : « *Sur les fleuves de Babylone, nous pleurons* » dans lequel il évoque la tragédie de l'été 2014 touchant les minorités religieuses, chrétiennes et yézidis, de la Syrie à l'Irak en passant par le Liban et la Turquie.

Invité de l'Institut français d'Istanbul, il a participé à une rencontre publique aux côtés de M^{gr} François Yakan, vicaire-patriarcal des assyro-chaldéens de Turquie et fondateur de l'ONG Kader (*Organisation humanitaire chaldéenne-assyrienne*), et le professeur Akif Emre Öktem, directeur du département de droit international à l'Université Galatasaray.

Consacrée aux enjeux auxquels sont confrontées les minorités religieuses, dont les communautés chrétiennes d'Orient, la rencontre portera sur l'expérience de terrain des intervenants, avant qu'un dialogue ne s'engage avec le public.

Cette rencontre-débat se veut également un écho à la conférence internationale qui s'est tenue le 8 septembre dernier, à Paris, et où a été adopté un plan d'action en faveur des minorités persécutées au Proche-Orient par l'Etat islamique.

Nous vous livrons ici le contenu de l'exposé de Sébastien de Courtois

Avant de commencer, je voudrais remercier très chaleureusement Madame la Consule générale, Muriel Domenach, et Matthieu Bardiaux, directeur de l'Institut, pour nous permettre de nous réunir ce soir autour d'une thématique brûlante d'actualité. Si nous sommes ensemble, comme il a été rappelé, c'est aussi pour faire écho à la Conférence de Paris qui a eu lieu le 8 septembre dernier, rassemblant 57 États, sur le thème de « *La protection des minorités au Moyen-Orient* ». Je vous encourage à en lire les conclusions pratiques, notamment judiciaires. Il a été clairement accepté par l'ensemble des participants que des communautés religieuses sont menacées en tant que telles et qu'il y a une volonté d'éradiquer des groupes humains. Cette éradication peut s'appeler nettoyage ethnique, ethnocide, ou bien génocide.

Nous allons donc tenter de cerner en quelques phrases cette question difficile, sinon délicate. Quel avenir pour les minorités au Proche et Moyen-Orient ? Nous ne pouvons parler bien entendu que de certaines minorités, car un désir d'exhaustivité dans ce sujet nous mènerait à prolonger cette conversation sur plusieurs jours, voire plusieurs semaines, étant donné leur richesse et diversité : des minorités qui sont religieuses, ethniques ou encore linguistiques. La liste pourrait être longue. Le Moyen-Orient ayant été – faut-il le rappeler – une matrice d'histoire, de peuples et d'idées, avec lesquelles nous nous sommes construits. Notre droit ne serait rien sans le code d'Hammourabi, ni même nos récits bibliques ou coraniques du déluge sans l'Épopée d'un petit roi sumérien appelé Gilgamesh.

D'une manière générale, le contexte juridique qui s'applique en droit international à la protection des minorités est issu de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, adoptée par les Nations-Unies en 1948, sinon – et plus précisément pour les minorités –, il s'agit de l'article 27 du « *Pacte international relatif aux droits civils et politiques* » adopté en 1966, complété en 1992 par un autre texte. En relisant ces documents qui nous semblent des évidences aujourd'hui, j'ai remarqué certains détails qui peuvent

aiguiser notre réflexion quant au contexte régional actuel. Le Pacte fondateur de 1966 fut ratifié par l'Irak dès 1969, soit à peine trois ans après son adoption par les Nations Unies, par la République Arabe de Syrie dès 1969 aussi ; par contre il faut attendre 1980 pour que la France le ratifie et 2003 pour que la Turquie fasse de même.

Mais ces deux derniers pays, qui nous unissent ce soir, ont en commun le fait d'avoir tous deux refusé l'application de l'article 27, précisément celui-là même qui définit l'essence du principe de protection des minorités. Chacun ayant selon son propre droit des raisons différentes de ne pas le ratifier.

Pardonnez-moi cette petite introduction technique, mais il m'a semblé intéressant de relever ce paradoxe au moment nous allons, de fait, jeter l'opprobre sur des régions entières et sur des comportements que nous considérons d'un autre âge. Il n'en fut pas toujours le cas, et il convient de le rappeler au moment où des pays entiers – je pense à la Syrie et à l'Irak – sont engagés depuis des années dans un tunnel d'ultra violence. Comme nous le voyons, il n'en a pas toujours été le cas, ces deux pays ayant aussi aspiré à un moment donné de leur histoire contemporaine à accéder à des valeurs de respect des droits fondamentaux, du moins dans les textes ce qui n'est pas rien. Ces dates correspondent aux révolutions baasistes basées sur un principe socialiste. Là encore ne l'oublions pas. Nous devons aussi nous poser la question de notre propre évolution en regard de ces sociétés, sinon de nos responsabilités dans ce désastre.

Dans le contexte actuel des massacres, des déplacements majeurs de population et de persécutions religieuses, le rappel du droit international peut paraître secondaire, voire très secondaire. N'oublions pas néanmoins qu'il existe une justice et que déjà des dossiers se constituent ; que ce soit par les Nations-Unies à propos du massacre des Yézédis et l'esclavage de leurs femmes – plusieurs témoignages montrent que des marchés humains ont été ouverts à Mossoul –, de l'installation à Erbil d'une Commission spéciale dédiée aux mêmes crimes, ou bien encore de reconnaissance de la spoliation des biens appartenant à des familles chrétiennes par les autorités légales de Bagdad. Le 6 octobre, le ministre de la Justice irakien, s'est ainsi engagé à faire adopter un ensemble de mesures visant à protéger les propriétés immobilières des chrétiens ayant quitté le pays et d'empêcher que leurs maisons et leurs terrains ne changent de mains de manière illégitime durant leur absence. Ce sont des exemples, et malgré la tristesse et le désespoir de ces populations, c'est un signe malgré tout qu'ils ne sont pas seuls, un signe qui permet de justifier la continuité d'une lutte à tous les niveaux.

Nous voilà donc au cœur de notre sujet, chrétiens d'Orient et Yézédis ensemble. Si je me permets d'en parler conjointement c'est que plusieurs fois les responsables des communautés que j'ai rencontrés, dans le nord de l'Irak notamment, m'ont instamment recommandé de ne pas dissocier leurs sorts face aux difficultés majeures que ces communautés traversent et dont elles pourraient ne pas se remettre. Je cite le patriarche des Chaldéens M^{gr} Sako, qui réside à Bagdad : « *Nous sommes victimes des mêmes exactions mais les Yézédis sont les plus pauvres d'entre les pauvres, c'est à notre tour de les défendre.* » Il faisait là référence au fait que plusieurs fois dans le passé, le djebel Sindjar des Yézédis – Shingal en Kurde – a été un lieu de refuge pour les chrétiens d'Anatolie, du Hakkâri et de haute Mésopotamie. Je pourrais aussi citer Shivan Darwesh, le responsable Yézédi d'un centre d'accueil à Duhok pour les jeunes femmes victimes de viols : « *Nous habitons les mêmes villages avec les chrétiens. C'est naturellement que nous avons été accueillis dans les Églises du Kurdistan après les massacres.* »

Il existe une profonde solidarité entre ces minorités, auxquelles il faudrait en ajouter d'autres – mais que je connais moins – comme les Shabaks et les Kakaïs dont les villages ont aussi été dévastés par les forces de l'Organisation État Islamique dans les premiers jours du mois d'août 2014.

Si j'ai pu aborder la problématique des minorités chrétiennes par le biais de la recherche universitaire en m'intéressant dans le cadre d'un doctorat d'histoire aux Syriaques orthodoxes de Tur Abdin, qui veut dire « *La montagne des serviteurs de Dieu* », soit la région de Mardin, Cizre et Midyat – dont vous avez certainement entendu parler –, c'est en tant que journaliste que je m'adresse à vous ce soir, ayant effectué plusieurs voyages dans le nord irakien depuis janvier 2005.

Que ce soit à l'époque déjà, lorsque les chrétiens de Bassorah et de Bagdad venaient trouver refuge dans

la province kurde, ou l'été dernier à visiter les camps de réfugiés où s'entassaient des milliers de familles ayant fui l'odeur de la mort. Je me souviens surtout de l'émotion face à la dignité impeccable de ces gens dont le premier souci était avant tout de parler, non pour se plaindre ni accuser mais pour extérioriser leurs traumatismes ; comme je revois la fierté et la beauté de certains regards. Les gens dont nous parlons sont des hommes et des femmes comme vous et moi, ne l'oublions jamais. Il faut parfois sortir des statistiques et des chronologies historiques pour retrouver le sens de l'humain, leur donner des noms et des visages. C'est donc en tant que témoin que je suis là ce soir. Un témoin parmi beaucoup d'autres.

Je ne vais pas y aller par quatre chemins : le sort des chrétiens « *d'Orient* » et des Yézidis actuellement en Syrie et en Irak nous concerne tous, qui que nous soyons et à quelque religion ou ethnie auquel nous appartenons. Je n'exclue bien entendu personne. Il s'agit d'un sujet universel, un sujet qui touche les fondements mêmes de nos sociétés et de nos valeurs de démocratie et de bien commun. Il ne s'agit pas non plus de lancer des imprécations, l'histoire et les sociétés jugeront les criminels. Depuis des mois, des années, nous assistons à une hémorragie humaine à flux tendu, si vous me permettez cette métaphore commerciale. Ne serait-ce que dans le cas de l'Irak, sur un million de chrétiens recensés avant 2003, il n'en resterait que 300 à 400 mille maintenant, peut-être moins. Les plus fortunés étant partis depuis longtemps. Pour la Syrie, c'est bien simple, les choses vont tellement vite qu'il n'existe aucun moyen de recensement. Le pays se vide.

En Irak toujours, on estime que les Yézidis malgré l'absence de chiffres précis ont été touchés directement par les massacres, enlèvement et déplacement, entre 50 et 60 % de leur population totale, soit 350 000 déplacés en tout . Ce qui est énorme, je vous laisse imaginer le nombre que cela ferait rapporté à la population turque ou française. Une proportion qui trouve peu d'équivalent dans l'histoire contemporaine, à part peut-être le Rwanda.

Je ne parle pas des pertes patrimoniales, des manuscrits et bibliothèques brûlées, des églises, des monastères datant du V^e siècle de notre ère, des temples yézidis systématiquement détruits, comme les tombeaux de Saints soufis, les mosquées chiites, ou même des mosquées sunnites comme celle de Mossoul dynamitée le 27 juillet 2014 parce que construite sur l'emplacement probable de la tombe du prophète Jonas, un prophète important de l'ancien testament. Un lieu de partage donc entre les confessions où chacun pouvait s'y retrouver. Ce qui me permet aussi d'évoquer la mémoire des communautés juives de Mésopotamie qui vivaient en ces terres jusqu'en 1948. Ils parlaient d'ailleurs la même langue que les chrétiens, le soureth qui est une langue venue de l'araméen.

Cette guerre qui se passe au présent dépasse en horreur d'autres conflits régionaux, car elle est aussi tournée contre le passé, et donc l'avenir. Aucune société ne peut vivre sans Histoire, et nous savons combien il est facile ensuite de la manipuler pour mieux mentir à des masses sans repères.

Vous avez bien compris que nous parlons de populations autochtones, et non d'étrangers comme les ignorants le croient encore. Les chrétiens de Mésopotamie sont des communautés établies entre le Tigre et l'Euphrate depuis la nuit des temps. Ils habitaient les régions de l'ancienne Assyrie, le Hakkâri, l'Anatolie de l'Est, en Iran même, à Bagdad ou encore à Damas. Les inscriptions de Palmyre qui sont actuellement passées au bulldozer sont écrites avec l'alphabet araméen. Quant à eux, les Yézidis sont des Kurdes pratiquant une religion préislamique et préchrétienne, qui plonge ses racines dans les cultes de la Perse ancienne, des cultes liés au feu ; une sorte de monothéisme avant l'heure. Leur centre religieux est à Laleish, en Irak, au sud de Duhok, à une soixantaine de kilomètres de la ligne de front, un lieu de paix que j'ai eu la chance de visiter l'année dernière et de trouver encombrés de centaines de personnes ayant encore dans les yeux les images d'effrois de ce qui s'étaient passé à Sindjar plusieurs jours auparavant. Pour sauver leur vie, beaucoup avaient traversé le désert à pied pendant trois journées entières, sous des températures de 50 degrés.

La vague migratoire sans précédent à laquelle nous assistons en ce moment, vers la Turquie et vers l'Europe, n'est pas la première. La carte régionale des mouvements de réfugiés n'est qu'une illustration sinon le résultat de la géopolitique des trente dernières années. Il y a un prix à payer. Dans les années 1980 et 1990, ce furent déjà des dizaines de milliers de chrétiens - parmi d'autres minorités - qui ont été

obligés de quitter leurs villages du sud-est de la Turquie, ou encore de l'Irak depuis les longues années de guerre contre l'Iran. Ne les oublions pas.

Quand il y a dix ans, je traversais les vergers flamboyants de la région de Ninive, que ce soit à Alcoche ou Qaracoche, je ne pensais pas assister à une disparition aussi rapide, celle d'une histoire millénaire et d'une cohabitation possible, de ce que l'on appelle « *une mosaïque* ». C'est une chose de le lire dans les livres et une autre d'y assister en direct. Il en est de même avec les Yézédis dont beaucoup, parmi les plus chanceux, sont déjà installés maintenant en Europe de l'Ouest, ceux de Turquie notamment. Dans ces conditions, l'exil devient non seulement une nécessité, mais aussi un droit. La seule question que nous devons nous poser est : « *Que ferions-nous à leur place ?* »

Ce qui pouvait être cantonné avant « aux atrocités ordinaires de l'histoire » pour paraphraser l'historien français René Grousset, ce ne peut plus être le cas maintenant car tout se sait, s'entend et surtout se voit. Ne soyons donc pas aveugles sur les réalités de la disparition de ces communautés yézédie et chrétiennes d'Orient, ou « *en* » Orient comme le demande Boutros Boutros-Ghali, l'ancien secrétaire général des Nations Unies, lui même chrétien d'Égypte et averti des risques encourus par sa communauté.

Enfin, et pour finir, pour ne pas être trop pessimiste non plus, il y a de l'espoir, toujours, et l'espoir réside dans cette étincelle d'humanité que nous avons chacun en notre cœur. Je voudrais rappeler l'action d'individus qui au milieu de la tourmente, de cette folie humaine, ont su rester des êtres humains. Je songe d'abord au docteur Mohammed al-Assali, professeur de droit à l'université de Mossoul qui a été assassiné en place publique, le 24 juillet 2014, car il avait osé prendre la défense de ses voisins chrétiens. Il n'aurait pas été le seul dans ce cas.

Je tiens aussi à rappeler le discours de la député yézidie, Vian Dakhil, devant l'assemblée irakienne à Bagdad, le 10 août 2014, une intervention qui a émue le monde entier, où elle supplie le gouvernement irakien et la communauté internationale de sauver les 50 000 yézédis qui se trouvaient alors assiégés sans eau et sans nourriture dans les montagnes de Sindjar. Je veux aussi parler des camps de réfugiés au Kurdistan irakien, dans la région d'Erbil et de Duhok, - ceux que j'ai visités en tout cas, ceux de Turquie étant fermées aux journalistes pour une raison incompréhensible -, des camps donc qui sont souvent des exemples de ce que pourra être la Syrie et l'Irak de demain, des endroits où chacun respecte la foi et les particularités de l'autre.

Je pense très précisément encore au travail remarquable en ce sens du père Michael Najeeb et de l'évêque de Duhok M^{gr} Rabban, qui mélangent ensemble les confessions afin de briser les tabous.

Je pense enfin à tous ceux qui désirent aussi rester vivre chez eux, et ils sont nombreux. C'est une forme de lutte contre le fanatisme. Que ce soient des chrétiens d'Irak qui attendent la libération de la région de Mossoul, ou bien des chrétiens de Syrie, dans la région de Hassaké, qui font front commun contre les dangers. Je rappelle que 150 chrétiens d'Hassaké sont toujours prisonniers et que depuis hier une vidéo circule sur internet montrant l'exécution de trois d'entre eux alors qu'il est demandé dix mille dollars par personne pour la libération des autres.

L'enjeu d'avenir réside donc à mon sens en un point essentiel, les projets de civilisation ne peuvent se construire ou re-construire qu'avec un nécessaire besoin d'altérité. Pardonnez moi pour cette transition un peu rapide.

Mais il s'agit aussi de penser cette altérité à un niveau supérieur qui est de dire contrairement aux oiseaux de malheurs que nous ne sommes qu'un seul monde et que l'Occident a un besoin impératif de l'Orient, comme l'Orient a un besoin impératif de l'Occident. Il s'agit d'une question de dignité et d'honneur.

Merci de votre attention.

Sébastien de Courtois
(Istanbul).